

COMMUNICATION PREPAREE PAR M. FRANCOIS MILLEREUX

AU NOM DE LA COMMISSION DE L'EMPLOI ET

DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

11 JUIN 2009

**LES EFFETS DE LA CRISE SUR L'ACTIVITE
ECONOMIQUE ET LE SECTEUR SOCIAL EN ILE-DE-
FRANCE - SITUATION AU DEUXIEME SEMESTRE 2008**

SUIVI D'UN FOCUS SUR L'EMPLOI DES JEUNES

Nota : compte tenu du contexte économique et financier, international et national, très exceptionnel, le document intègre des éléments d'appréciation postérieurs au 31/12/2008

SYNTHESE **3**

PARTIE 1 - L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE GENERAL **4**

- a) L'ECONOMIE MONDIALE EN CRISE : LE PLUS DUR EST-IL ENCORE A VENIR ?
- b) APRES UNE ANNEE 2008 BIEN EN-DEÇA DES PREVISIONS, L'ECONOMIE FRANÇAISE SERA ENCORE PLUS DUREMENT TOUCHEE EN 2009

PARTIE 2 - L'ACTIVITE ET L'EMPLOI EN ILE-DE-FRANCE **7**

- a) L'ILE-DE-FRANCE A MIEUX RESISTE A LA CRISE QUE LES AUTRES REGIONS MAIS...
- b) RETOURNEMENT DU MARCHE DU TRAVAIL FRANCILIEN
- c) ANALYSE SECTORIELLE
 - L'activité industrielle
 - La construction
 - Le commerce de gros
 - Les services marchands
 - L'artisanat
 - Les professions libérales
 - L'activité touristique

CONCLUSION **16**

SYNTHESE

La crise économique est aujourd'hui généralisée à l'ensemble du monde. Si la plupart des pays avaient échappé à la récession jusqu'à l'automne dernier, aujourd'hui, même les pays en fort développement qui devaient être la motrice « anti-crise » voient leur économie tourner au ralenti. Malgré quelques signes positifs apparus dernièrement (notamment aux Etats-Unis), pour un réel retour de la croissance, il faudrait une restauration de la confiance, ce que les plans de relance n'ont pas encore réussi à faire. Pour 2009, le FMI s'attend ainsi à une contraction de la croissance mondiale de 1,3 %, soit la plus forte récession depuis la seconde guerre mondiale.

Attendue en début d'année 2008 à + 2 %, la croissance de l'activité française a été, selon les premières estimations, de + 0,7 % seulement. Même si la récession « technique » a été finalement évitée, ce recul de l'activité s'est accompagné d'un retournement de l'emploi, le taux de chômage ayant atteint 7,8 % de la population active au quatrième trimestre.

Après avoir relativement bien résisté au ralentissement économique puis aux premières conséquences de la crise, l'Ile-de-France a connu un coup d'arrêt marqué au dernier trimestre 2008. Le taux de chômage francilien a très nettement augmenté en fin d'année pour atteindre 6,8 %. Traduisant les difficultés rencontrées par l'industrie, l'immobilier ou encore la construction, les défaillances d'entreprises ont été nombreuses en 2008 (+ 16 % par rapport à 2007), avec en contrepoint des créations d'entreprises relativement nombreuses.

Partie 1 - l'environnement économique général

Même si une fin d'année 2008 difficile était attendue après un premier semestre déjà morose, la brutalité du ralentissement économique a été bien plus importante que prévue. L'effondrement des marchés financiers et du système bancaire mondial en 2009 a rapidement affecté l'économie réelle, en raison notamment du rationnement de la distribution du crédit. Aujourd'hui, toutes les zones dans le monde sont touchées et le chômage est reparti à la hausse, mouvement qui devrait encore se poursuivre.

a) L'économie mondiale en crise : le plus dur est-il encore à venir ?

Près de deux ans après le début de la crise des *subprimes*, la situation économique n'a cessé de se dégrader. En avril 2008, le FMI estimait à 945 milliards de dollars le coût de la crise pour le système financier mondial. En septembre, ce montant était réévalué à 1 300 milliards. Dans son dernier rapport d'avril 2008, le FMI estime que les pertes de valeur depuis le début de la crise et jusqu'en 2010 pourraient atteindre 4 000 milliards de dollars, montant qui, pour les deux tiers, concernerait les banques. Après les Etats-Unis, puis l'Europe, ce sont les pays en voie de développement qui ont été rattrapés par la crise. Pour y faire face, le G20 a annoncé plusieurs mesures début avril, tout particulièrement en matière d'augmentation de ressources du FMI. Il est également question de nettoyer les bilans des banques afin d'éviter la chute de l'offre de crédit et de la réforme de la réglementation bancaire. Des effets de ces mesures, dépendra grandement la durée de la crise actuelle.

Le prix du pétrole et des denrées alimentaires se sont détendus au second semestre

La flambée des prix du pétrole, des matières premières et des denrées alimentaires au niveau mondial avait marqué le premier semestre 2008, accentuant ainsi ce qui n'était alors qu'un ralentissement économique.

Malgré quelques signes récents de reprise, l'économie américaine est toujours au plus bas

Le Président Barack Obama estimait fin mars que « les choses vont empirer avant de s'améliorer ». L'avenir devrait lui donner raison. Le PIB américain s'est déjà replié de 0,5 % au troisième trimestre 2008 puis de 3,8 % au quatrième trimestre 2008.

L'Europe est entrée relativement lentement dans la crise mais en ressortira tout aussi lentement

Selon les estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'Union Européenne ont diminué de 1,5% au cours du quatrième trimestre 2008 par rapport au trimestre précédent après des baisses de respectivement 0,2 % et 0,3 % au troisième trimestre.

b) Après une année 2008 bien en deçà des prévisions, l'économie française sera encore plus durement touchée en 2009.

Le fort ralentissement de l'activité au quatrième trimestre 2008 laisse augurer de la tendance pour 2009

Attendue en début d'année à + 2 %, la croissance de l'activité française a été, selon les premières estimations, de + 0,7 % seulement. Même si la récession « technique » a été finalement évitée grâce au léger rebond du troisième trimestre, la chute au quatrième trimestre a été très marquée comme ailleurs dans le monde. Les résultats du premier trimestre 2009 sont encore plus négatifs.

Fin 2008, les exportations de biens et de services ont sensiblement reculé : même si le troisième trimestre s'est terminé sur une légère hausse de 1,0 %, la baisse a été de 3,7 % au quatrième trimestre, notamment du fait de la chute des ventes d'automobiles et de biens intermédiaires. Les exportations de produits manufacturés ont été particulièrement touchées : - 5,3 % au quatrième trimestre après + 0,9 % au troisième. Sur l'ensemble de 2008, les exportations ont ainsi ralenti par rapport à 2007 (+ 1,1 % après + 3,2 % en 2007). Les perspectives pour les mois à venir ne sont pas très optimistes.

Quant aux importations, elles se sont également nettement repliées au quatrième trimestre (- 2,2 %) alors qu'elles étaient reparties à la hausse au troisième (+ 1,1 %). Cette baisse est là aussi surtout imputable au secteur manufacturier. Sur l'ensemble de l'année 2008, les importations ont malgré tout terminé en hausse par rapport à 2007 mais sur un rythme fortement ralenti par rapport à celui de 2007 (+ 2,0 % après + 5,9 %). Ce ralentissement devrait se poursuivre en 2009.

La production de l'ensemble des branches s'est parallèlement fortement repliée fin 2008 (- 1,9 % au quatrième trimestre après + 0,1 % le trimestre

précédent). Sur l'ensemble de 2008, le ralentissement est net : + 0,9 % après +2,5 % en 2007. La production devrait continuer à reculer en 2009, le repli concernant alors tous les secteurs.

Quant à l'investissement des entreprises, il n'a progressé que de 1,5 % en 2008, freiné par une activité en berne et un durcissement des conditions de financement. En 2009, le recul des dépenses d'équipement devrait s'accroître en raison de la sous-utilisation des capacités existantes et de conditions de financement toujours défavorables.

Par ailleurs, les ménages français ont nettement freiné leurs dépenses de consommation en 2008, sous l'effet du fort ralentissement de leur pouvoir d'achat. Toutefois, au quatrième trimestre 2008, la consommation a rebondi (+ 0,5 % après trois trimestres de quasi-stagnation). Début 2009, la consommation ne devrait pas repartir : malgré la baisse de l'inflation, l'augmentation du pouvoir d'achat moyen sera très limitée et les ménages devraient probablement accroître leur épargne en raison de la nette hausse du chômage et de l'incertitude sur leurs revenus futurs.

Retournement marqué du marché de l'emploi

Conséquence du recul de l'activité, l'emploi s'est retourné depuis le printemps 2008, la baisse de l'intérim ayant été particulièrement forte. Au premier semestre 2009, les pertes d'emplois devraient s'accroître : au total, l'emploi pourrait baisser de plus de 330 000 postes sur les six premiers mois de 2009, après un recul de 90 000 sur l'ensemble de l'année 2008. La baisse du taux de chômage au sens du BIT (- 2 points entre début 2006 et début 2008) s'est enrayée mi-2008 et, pour la première fois depuis 2005, le chômage a fortement augmenté au second semestre 2008. Ainsi, au quatrième trimestre 2008, 7,8 % de la population active était au chômage. Les jeunes sont plus sensibles que leurs aînés aux fluctuations conjoncturelles du marché du travail. Au quatrième trimestre, le taux de chômage des jeunes a atteint 20,4 % de la population active, tandis que celui des 25 à 49 ans s'est établi à 7,0 %.

Sombres perspectives pour 2009

Selon l'INSEE, l'acquis de croissance à fin juin pourrait être de - 2,9 % ; ce niveau pourrait même être proche du niveau définitif de 2009 puisque les dernières prévisions du FMI ont placé l'évolution du PIB en France à - 3,0 %,

estimation confirmée depuis par notre Ministre des Finances. Même si la France serait alors relativement épargnée par rapport à ses voisins européens, la contraction de l'activité conduirait le marché du travail à continuer à perdre de nombreux emplois en 2009. L'industrie notamment continuerait à perdre rapidement des emplois alors que les effectifs dans la construction commenceraient à baisser après avoir bien résisté jusqu'ici.

Le gouvernement ne bénéficie pas de marges de manœuvres importantes pour contrer ces sombres perspectives. En effet, le déficit de l'État devrait dépasser les 100 milliards d'euros en 2009, alors qu'en septembre, le déficit attendu n'était « que » de 52 milliards. Rapporté au PIB, ce niveau de déficit budgétaire correspond à celui de 1993 (5,2 %).

Par ailleurs, selon l'enquête annuelle sur les besoins de main-d'œuvre (BMO) publiée par Pôle emploi, après deux vagues de croissance, le nombre d'intentions d'embauches recensées pour 2009 se contracte fortement cette année : 989 400, soit - 23,8 %. Ce niveau, le plus bas observé depuis le lancement de l'enquête en 2002, se situe pour la première fois en deçà de la barre symbolique du million de projets de recrutement. Ce repli se traduit aussi par un fort recul du nombre de recruteurs potentiels : seulement 16,9 % des employeurs envisagent de recruter en 2009 contre 23,4 % en 2008.

Les secteurs de l'industrie manufacturière et de la construction sont les plus touchés avec un nombre de projets de recrutement en chute respectivement de 47,9 % et de 46,8 %. Le commerce présente également une baisse conséquente.

*Enquête BMO 2009
Les employeurs révisent à la baisse
leurs perspectives d'embauche*

Source : Pôle emploi -CREDOC

Partie 2 - l'activité et l'emploi en Ile-de-France

Après avoir relativement bien résisté au ralentissement économique puis aux premières conséquences de la crise, l'Ile-de-France a connu un coup d'arrêt marqué au dernier trimestre 2008. Le taux de chômage francilien a très nettement augmenté en fin d'année (6,8 %). Par ailleurs, le rythme des créations d'entreprises (hors auto entrepreneur) a également ralenti.

a) L'Ile-de-France a mieux résisté à la crise que les autres régions mais...

Le commerce extérieur francilien continue de se détériorer

Les exportations en valeurs de la région Ile-de-France sont ressorties à plus de 31 milliards d'euros au second semestre 2008. Le niveau désormais moins élevé de l'euro par rapport aux autres devises n'a donc pas permis de voir les exportations repartir à la hausse. Au contraire, le début de la crise économique a conduit à une baisse de 4,8 % par rapport au premier semestre 2008.

Les créations d'entreprises à statut traditionnel marquent le pas.

Source : INSEE

Comparativement à 2007, le dynamisme des créations d'entreprises s'est ralenti dans la Région Capitale en 2008. Cependant, le nombre total de créations est resté à un niveau supérieur de 3 % à celui de 2007. Si l'on fait abstraction des créations relevant du statut de l'auto-entrepreneur, le dernier trimestre 2008 marque un retournement de tendance.

Première hausse des défaillances d'entreprises depuis 2002

Source : INSEE

Le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France s'est élevé à 5 686 sur l'ensemble du second semestre 2008, en hausse de 7,6 % par rapport au même semestre de 2007. Le semestre aura toutefois été très inégal puisque le troisième trimestre a enregistré une baisse de 10,5 % alors que le quatrième trimestre a terminé sur une baisse de 21,4 %.

Les immatriculations de voitures en fort recul

Source : Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire

Le secteur automobile est sans conteste l'un des plus touché par la crise. Ainsi, après la baisse de - 2,4 % enregistré au premier semestre 2008 (par rapport au même semestre 2007), le repli des ventes de voitures en Ile-de-France s'est nettement accéléré lors des six derniers mois de l'année. 508 875 unités ont ainsi été vendues (- 7,0 % par rapport au même semestre 2007 et à 11,9 % par rapport au premier semestre 2008). La part des voitures d'occasion est par ailleurs de plus en plus importante dans ce total.

La construction neuve en Ile-de-France épargnée par rapport à d'autres régions mais en baisse malgré tout

Source : SITADEL

Même si l'Ile-de-France est une des régions les moins impactées, le nombre de logements commencés a diminué de 4,7 % (39 083 unités) sur l'ensemble de 2008 par rapport à 2007, celui des permis de construire de 4,4 % (48 767). Dans les autres régions, les baisses sont les plus souvent à deux chiffres - 16 % en PACA, - 24 % en Rhône-Alpes et de - 35 % en Haute-Normandie).

L'immobilier de bureaux face à la crise

Source : Immostat

Le volume global de la demande placée de bureaux en Ile-de France au second semestre 2008 a été de 1 191 143 m² (contre 1 181 530 au premier semestre 2008 et 1 299 600 m² au second semestre 2007, soit respectivement + 1 % et - 8 %). Ces évolutions symbolisent la fragilité de la demande.

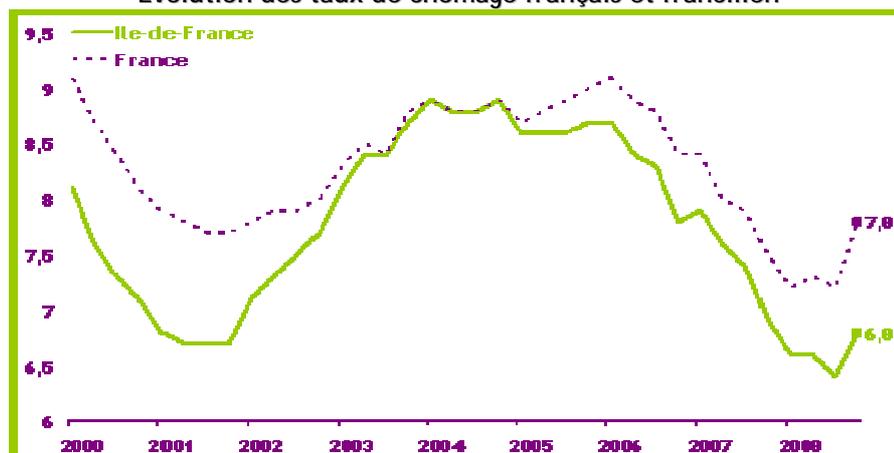
b) L'emploi salarié et le marché du travail francilien.

L'emploi salarié francilien au début d'une phase de contraction qui devrait durer jusque fin 2010

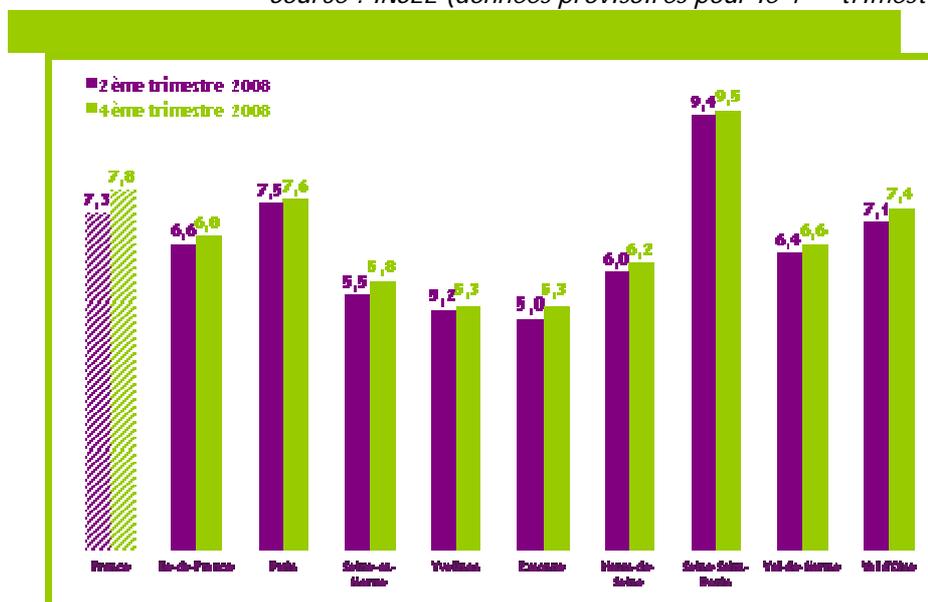
L'emploi salarié en Ile-de-France a confirmé au second semestre 2008 le ralentissement de sa progression. On peut même désormais parler de retournement : en effet, après de très légères hausses en début d'année, les variations trimestrielles ont été de + 0,0 % puis de - 0,1 % en fin d'année. En glissement annuel, la hausse ne s'élève par conséquent qu'à + 0,3 % par rapport à fin 2007. Une nouvelle fois, c'est le secteur industriel qui a contribué le plus à cette situation dégradée (- 3,2 % sur un an). A contrario, le secteur de la construction s'est maintenu en hausse (+ 1,4 %).

Le chômage francilien au quatrième trimestre 2008

Evolution des taux de chômage français et francilien



Source : INSEE (données provisoires pour le 4^{ème} trimestre)



Source : INSEE

La fin de 2008 marquée par une nette reprise du chômage

Après une baisse quasiment ininterrompue depuis la fin de 2004, en 2008, le taux de chômage francilien a d'abord marqué un temps d'arrêt au premier semestre puis a entamé une remontée lors des derniers mois de l'année, plus particulièrement lors du dernier trimestre. Ainsi, le taux de chômage francilien s'est établi à 6,8 % au dernier trimestre 2008 (+ 0,2 point sur 6 mois mais aussi + 0,4 point par rapport à fin septembre) ; il est néanmoins demeuré 1 point en deçà du niveau constaté au niveau français (passé de 7,3 % à 7,8 % en juin et décembre). Fin décembre, les taux de chômage les plus élevés étaient observés en Seine-Saint-Denis (9,5 %, + 0,4 point), à Paris (7,6 %, + 0,4 point) et dans le Val-d'Oise (7,4 %, + 0,4 point) et les taux de chômage les plus faibles dans les Yvelines et en Essonne (5,3 %, + 0,3 point).

**Nombre de demandeurs d'emploi et taux de chômage en Ile-de-France
décembre 2008**

	Nombre de demandeurs d'emplois en juin 2008 (données CVS)	Nombre de demandeurs d'emplois en déc. 2008 (données CVS)	Taux de chômage en en juin 2008 (données CVS)	Taux de chômage déc. 2008 (données CVS)	Evolution semestrielle du taux de chômage
<i>Paris</i>	81 700	84 700 (+ 3,7 %)	7,3	7,8	+ 0,5 pt
<i>Seine et Marne</i>	34 700	37 700 (+ 8,6 %)	6,6	6,8	+ 0,2 pt
<i>Yvelines</i>	35 400	38 000 (+ 7,3 %)	7,5	7,6	+ 0,1 pt
<i>Essonne</i>	30 000	32 700 (+ 9,0 %)	5,5	5,8	+ 0,3 pt
<i>Hauts de Seine</i>	45 900	49 000 (+ 6,8 %)	5,2	5,3	+ 0,1 pt
<i>Seine-Saint-Denis</i>	65 000	66 900 (+ 2,9 %)	5,0	5,3	+ 0,3 pt
<i>Val de Marne</i>	39 300	41 200 (+ 4,8 %)	6,0	6,2	+ 0,2 pt
<i>Val d'Oise</i>	41 100	43 900 (+ 6,8 %)	9,4	9,5	+ 0,1 pt
<i>Ile-de-France</i>	373 100	394 100 (+ 5,6 %)	6,4	6,6	+ 0,2 pt

Source : DRTEFP et INSEE

Une hausse du nombre de demandeurs d'emploi globale à tous les départements franciliens

Source : DRTEFP

A la fin du mois de décembre 2008, la région Ile-de-France comptait 394 100 demandeurs d'emploi de catégorie 1^[5] inscrits à l'ANPE, soit une hausse de 5,6 % sur six mois.

La tendance est toutefois moins marquée que sur la France entière pour laquelle le nombre de demandeurs d'emploi a repassé la barre des 2 millions au cours du semestre (2 114 300 demandeurs d'emploi fin décembre, soit + 10,9 % sur six mois).

L'emploi des hommes a particulièrement pâti de ce retournement du marché du travail, l'emploi féminin maintenant une légère tendance à la hausse sur l'ensemble de juin à décembre.

De même, la catégorie des moins de 25 ans, qui avait pourtant évolué positivement au premier semestre, a enregistré une nette détérioration de la situation : le nombre de jeunes à la recherche d'un emploi a ainsi augmenté en décembre 2008 de 11,8 % sur un an pour s'établir à plus de 56 000. La part des moins de 25 ans dans le total des demandeurs en Ile-de-France à la fin décembre est ainsi passée à 14,2 % (elle était de 10,9 % en juin) contre 21,0 % pour la France entière.

^[5] *Catégorie 1 : Personnes à la recherche d'un CDI à temps plein qui n'ont pas travaillé plus de 78 heures au cours du mois.*

Enfin, l'ensemble des départements franciliens a été concerné par cette reprise de la demande d'emploi, même si la hausse est plus marquée en variations en Grande Couronne : + 8,6 % pour la Seine-et-Marne, 7,3 % pour les Yvelines, + 9,0 % pour l'Essonne et + 6,8 % pour le Val-d'Oise. Malgré tout, les hausses en nombres de demandeurs d'emplois sont les plus importantes dans les Hauts-de-Seine (+ 3 100) et à Paris (+ 3 000).

L'activité intérimaire a très tôt pâti de la crise

Sources : DARES

En Ile-de-France, 720 000 contrats d'intérim ont été conclus entre juillet et septembre 2008, puis 727 000 sur les trois derniers mois de l'année, soit deux baisses de 3,9 % puis de 10,9 % par rapport aux mêmes périodes de 2007 (- 4,7 % et - 4,5 % en équivalents emploi à temps plein). Même si la région francilienne reste la première utilisatrice de l'intérim, avec près de 17 % de l'ensemble des équivalents emplois à temps plein enregistrés en France, le ralentissement observé au cours du premier semestre s'est ainsi matérialisé par une forte diminution en fin de l'année, l'industrie automobile et la construction notamment réduisant leur activité.

Le nombre d'allocataire du RMI se stabilise en fin d'année suite à la forte remontée du chômage au second semestre 2008

Au 31 décembre 2008, en France (métropole et départements d'outre-mer), le nombre de foyers percevant le revenu minimum d'insertion (en données CVS) a diminué de seulement 0,5 % au quatrième trimestre 2008, la baisse étant toujours de 3,0 % par rapport au 31 décembre 2007. Les effectifs des bénéficiaires du RMI ont ainsi amorcé une stabilisation en fin d'année en lien avec la forte détérioration du marché du travail. Une hausse du nombre d'allocataires du RMI n'est pas encore observée car la conjoncture se répercute toujours avec un certain retard sur le nombre de personnes susceptibles d'avoir recours à ce minimum social. En Ile-de-France, tous les départements sont ainsi encore orientés à la baisse en glissement annuel.

Le surendettement

Le deuxième semestre 2008 a marqué l'augmentation du nombre de dossiers déposés en Ile-de-France avec respectivement + 1,9 % au troisième trimestre et + 13,9 %

au quatrième trimestre de 2008. Cette évolution inquiétante s'accélère en 2009 avec une hausse sensible en fin de premier trimestre. Il est à craindre pour le deuxième trimestre une poursuite du mouvement. Outre les « accidentés de la vie (chômage, divorce, décès...) souvent touchés par le surendettement, on constate une augmentation préoccupante du nombre des victimes du crédit renouvelable.

Concernant le taux de résolution des dossiers traités par la Banque de France, le millésime 2008 est en amélioration sur l'année précédente.

c) ANALYSE SECTORIELLE : L'activité industrielle

Des capacités de production désormais largement sous-utilisées

Source : Banque de France - Direction régionale

Après une légère baisse en fin de troisième trimestre 2008, la chute de l'activité industrielle a été très marquée en octobre et novembre. La stabilisation du mois de décembre ne s'est pas produite dans tous les secteurs, l'automobile ayant notamment continué à voir décliner son activité ; le niveau de production dans ce secteur et dans l'agroalimentaire devrait même continuer à se réduire dans les prochains mois. Les capacités de production continuent d'être largement sous-utilisées. Par ailleurs, après plusieurs mois de déstockage, les stocks de produits finis sont revenus en fin d'année à un niveau jugé normal.

L'emploi salarié reste quant à lui incertain et des allègements d'effectifs ont été opérés dans l'industrie automobile et les biens de consommation.

La construction

La construction a résisté en 2008

Source : Cellule Economique Régionale de la Construction en Ile-de-France

Dans le contexte économique apparu en septembre 2008, l'année 2008 s'est terminée sur les acquis des années précédentes. La principale diminution concernant le bâtiment est provenu du secteur non résidentiel, qui a semble-t-il réagi très négativement aux difficultés de la sphère financière.

En ce qui concerne l'année 2009, seules des mesures comme celles du plan de relance vont permettre de limiter la perte du volume d'affaires. D'autres actions

seront menées, grâce aux déclinaisons du Grenelle de l'environnement. Le climat des affaires s'annonce néanmoins décevant pour ce secteur en Ile-de-France. En tout état de cause, une des grandes difficultés dans les mois à venir, sera bien évidemment le maintien du niveau de l'emploi.

Le commerce de gros

Forte contraction de l'activité dans le commerce de gros lors du dernier trimestre 2008

Source : Banque de France - Direction régionale

Dans le commerce de gros, après avoir légèrement augmenté au troisième trimestre, le volume des achats et des ventes dans le secteur du commerce de gros s'est fortement contracté au dernier trimestre 2008. Par ailleurs, les carnets de commandes manquent de consistance et laissent entrevoir des perspectives assez moroses pour le secteur pour le premier semestre 2009. Le secteur du négoce de matériel informatique devrait cependant être relativement épargné. Même s'ils sont situés à des niveaux très différents d'un sous-secteur à l'autre, les stocks de produits finis sont par ailleurs jugés supérieurs à la normale, particulièrement dans le négoce de véhicules automobiles.

Les services marchands

L'activité dans la plupart des sous-secteurs des services marchands a globalement bien résisté au début du second semestre 2008 et généré un bon courant d'affaires, même si l'hôtellerie et l'ingénierie informatique faisaient déjà exception. Depuis septembre, la situation s'est cependant très nettement dégradée, le travail temporaire étant plus particulièrement atone. Cela a conduit à des réductions tarifaires dans l'hôtellerie, le conseil et l'ingénierie informatique. Celles-ci n'ont cependant pas empêché les trésoreries de rester dans l'ensemble saines, malgré des disparités selon les branches (resserrement dans la réparation automobile et le travail temporaire). Les perspectives sont également défavorables et des allègements d'effectifs sont attendus dans plusieurs secteurs : la publicité, le conseil en affaires et gestion et la location automobile.

L'artisanat

Au second semestre 2008, un chef d'entreprise artisanale sur deux a enregistré une baisse de son activité, contre 32% seulement au premier semestre.

Enfin, les relations entre les entreprises artisanales et le secteur bancaire se sont tendues. 11 % de celles-ci se sont vu refuser l'octroi d'un prêt. 17 % n'ont pu renégocier leur découvert et 6% ont dû renoncer à modifier les conditions de leur prêt. Plus inquiétant, un tiers des entreprises artisanales rencontrent des difficultés de trésorerie.

Les professions libérales

Les avocats, les experts comptables ou les professionnels de santé ressentent comme tout le monde les effets de la crise et constatent pour la plupart une baisse d'activité. Par ailleurs, la médiation du crédit destinée à aider les entreprises à obtenir des financements a été saisie à de nombreuses reprises par le secteur des professions libérales.

L'activité touristique

Après un premier semestre qui avait enregistré des résultats encore meilleurs qu'en 2007 et, à plus forte raison, qu'en 2006, l'activité de l'hôtellerie francilienne s'est nettement dégradée à partir du mois de juin. Ainsi lors des sept derniers mois de l'année, les taux d'occupation ont systématiquement été inférieurs à ceux des mêmes mois de 2007, la baisse allant même jusqu'à - 5,9 points en novembre. Malgré tout, ils sont restés assez proches de ceux de 2006, ne devenant inférieurs que lors des tout derniers mois de l'année. Depuis le début de l'automne, cette dégradation s'explique avant tout par la chute de la fréquentation de la clientèle française. La clientèle étrangère est cependant elle aussi touchée : la fréquentation des clientèles européennes habituelles (espagnols et britanniques) et celle des principales clientèles long-courriers (Etats-Unis, Japon et Chine) continuent de baisser. Autre fait notable : la baisse est particulièrement accentuée dans les hôtels haut de gamme.

Une année 2008 très contrastée d'un semestre à l'autre dans l'hôtellerie

Source : INSEE Ile-de-France

Pour ce qui concerne le trafic passagers dans les Aéroports de Paris, malgré la baisse du prix du baril, le trafic international et domestique, depuis septembre dernier continue de décliner. Les prévisions pour 2009 sont très pessimistes.

L'activité des grands magasins franciliens constitue également un bon indicateur du tourisme régional, une grande partie de la clientèle étant étrangère. Si le début de 2008 aura été marqué par le niveau élevé de l'inflation et la parité euro-dollar défavorable aux dépenses des américains, au second semestre, c'est le contexte économique mondial qui aura pesé sur le niveau des ventes. Sur l'ensemble de l'année, le chiffre d'affaires est ainsi ressorti en légère baisse par rapport à 2007 (mais malgré tout en hausse par rapport à 2006).

Conclusion

L'Ile de France contrairement à l'accoutumée, a été impactée plus tard que les autres régions françaises par la crise. La contraction a cependant été plus forte au dernier trimestre 2008.

Elle se fait sentir au niveau de l'activité économique des entreprises qui sont, pour beaucoup d'entre elles, confrontées à des difficultés de trésorerie importantes. Les défaillances d'entreprises, on l'a vu, se sont accélérées au quatrième trimestre dans notre région.

Quant au plan de relance de l'économie présenté par le Gouvernement lors du comité interministériel d'aménagement et de compétitivité des territoires (CIACT) du 2 février dernier, la déclinaison territoriale pour l'Ile de France tarde à se mettre en place. Les visites sur sites du ministre de la Relance et les mesures annoncées pour l'Ile de France n'ont pas enrayerées le processus de dégradation du tissu économique francilien.

Le dispositif de médiation du crédit créé à l'initiative du Président de la République en novembre 2008 s'avère être d'ampleur limitée pour l'Ile de France. Au 1^{er} mars 2009 les services de René Ricol ont reçu 1092 dossiers, sur ce total 1024 ont été acceptés. Les TPE représentant les trois quart de ce dernier chiffre.

Le Conseil régional d'Ile de France se déclare également mobilisé contre la crise. Au dernier trimestre 2008, la Vice-présidente chargée des finances a réuni sur ce thème, à deux reprises, des représentants du monde économique et syndical. Depuis, aucune mesure spécifique n'a été annoncée jusqu'à une déclaration récente de l'exécutif régional qui prévoit un budget rectificatif à l'automne prochain pour proposer des mesures anti-crise.

La commission de l'emploi et du développement économique a souligné avec force la nécessité d'agir en urgence en faveur de l'activité économique régionale.
La situation de l'emploi francilien en nette dégradation depuis le dernier trimestre 2008 dépend des solutions qui seront apportées à l'économie réelle. C'est dire
L'enjeu social majeur pour l'Île de France.

Cette communication de conjoncture a été réalisée à partir du document d'analyse de la conjoncture francilienne préparé en avril 2009 par Mickaël LE PRIOL du CROCIS (Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services) de la CCIP (Chambre de commerce et d'industrie de Paris) – www.crocis.ccip.fr.